

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DE SAINT-PATRICE-DE-SHERRINGTON

À la séance extraordinaire du Conseil municipal tenue le jeudi 20 juillet 2017 à compter de 19 h au 300, rue Saint-Patrice, Sherrington.

Sont présent(e)s :

M. Daniel Lussier, maire ;
M. Mauro Lando, conseiller n° 1 ;
Mme Isabelle Leduc, conseillère n°2 ;
M. Pierre Boisvert, conseiller n° 3 ;
M. Daniel Laplante, conseiller n°4 ;
Mme Louise Lussier, conseillère n° 5.

Sont également présents :

M. Clément Costanza, Directeur général et
Secr.-très.
M. Jacques Tremblay, Secrétaire-trésorier
adjoint
M. Sylvain Boucher, Inspecteur et coordinateur
des travaux publics

Est absent :

M. Éric Beaudin, conseiller n° 6.

Les membres présents forment le
quorum.

VÉRIFICATION DU QUORUM, PÉRIODE DE RECUEILLEMENT, OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE

À 19 h 01, M. Daniel Lussier, maire, déclare la séance ouverte après la vérification du quorum et la période de recueillement. Un constat est fait par l'ensemble des membres du conseil à l'effet qu'ils ont bien reçu l'avis de convocation.

rés : 2017-07-132

LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Isabelle Leduc, conseillère, appuyée par Louise Lussier, conseillère, et résolu unanimement d'accepter l'ordre du jour tel que lu.

ADOPTÉE

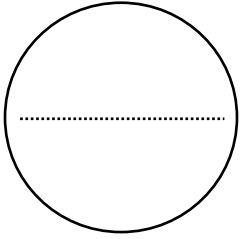
rés : 2017-07-133

NOMINATION DE L'UTILISATEUR POUR LES SERVICES ÉLECTRONIQUES DE DIVERS MINISTÈRES ET ORGANISMES

Il est proposé par Daniel Laplante, conseiller, appuyé par, Isabelle Leduc, conseillère, et résolu unanimement :

- de nommer M. Clément Costanza à titre de représentant autorisé des services électroniques ClicSÉCUR de Revenu Québec en plus de responsable des services électroniques ;
- d'autoriser Revenu Québec à transmettre à M. Clément Costanza, dans le cadre de ses fonctions, des renseignements confidentiels concernant la municipalité de Saint-Patrice-de-Sherrington ;
- de nommer M. Clément Costanza à titre de responsable des services électroniques de ClicSÉCUR Express, de Service Canada, de la Caisse populaire via Accès D Affaire, du Système électronique d'appel d'offres du Québec (SÉ@O), et de tout autre service électronique nécessaire et utile à l'accomplissement de ses fonctions émanant des divers ministères ou organismes et ce, pour et au nom de la municipalité de Saint-Patrice-de-Sherrington ;
- de révoquer Me Raffaella Di Stasio à titre de représentante autorisée ClicSÉCUR de Revenu Québec et des autres services susmentionnés puisque cette dernière n'est plus active au sein de l'organisme municipal depuis le 25 mai 2017 ;
- d'autoriser M. Clément Costanza, Secrétaire-trésorier, à signer, pour et au nom de la municipalité de Saint-Patrice-de-Sherrington, les formulaires requis pour donner suite à cette résolution.

ADOPTÉE



rés : 2017-07-134

NOMINATION D'UN COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION

Attendu que la municipalité souhaite bénéficier en son sein d'un commissaire à l'assermentation ;

En conséquence, il est proposé par Louise Lussier, conseillère, appuyé par Pierre Boisvert, conseiller, et résolu unanimement de nommer Annie Grandmont, Secrétaire-réceptionniste, comme commissaire à l'assermentation et d'autoriser le directeur général à réaliser toutes démarches nécessaires en ce sens.

ADOPTÉE

rés : 2017-07-135

PROJET D'ENSEIGNE ÉLECTRONIQUE – MODIFICATION DES MODALITÉS D'ADJUDICATION

Attendu que les élus souhaitent se prémunir d'une nouvelle enseigne électronique qui répond mieux aux besoins des citoyens ;

Attendu que la municipalité souhaite, tout en respectant les contraintes légales, bénéficier d'une plus grande efficacité dans le processus visant la réalisation de ce projet ;

En conséquence, il est proposé par Pierre Boisvert, conseiller, appuyé par Louise Lussier, conseillère, et résolu unanimement d'annuler le processus d'appel d'offres par invitation et de mandater respectivement, et séparément, une firme chargée de la fourniture de l'écran numérique d'une part ; une firme chargée de la conception et de l'installation de la structure porteuse dudit écran d'autre part.

ADOPTÉE

rés : 2017-07-136

PROJET D'ENSEIGNE ÉLECTRONIQUE – ADJUDICATION DU CONTRAT POUR L'ÉCRAN

Attendu que les élus souhaitent se prémunir d'une nouvelle enseigne électronique qui répond mieux aux besoins des citoyens ;

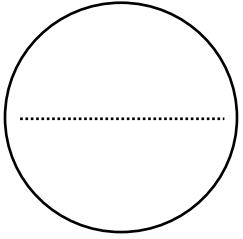
Considérant que des démarches en gestion de projet pour la conception et l'installation d'enseignes municipales et pour le remplacement de l'enseigne électronique ont été effectuées (réf : *résolution n° 2017-07-127*) ;

Considérant que la municipalité a souhaité modifier les modalités d'adjudication, tout en respectant les contraintes légales, afin de bénéficier d'une plus grande efficacité dans la réalisation du projet (réf : *résolution n° 2017-07-135*) ;

Attendu qu'une demande de prix a été faite auprès des deux fournisseurs suivants, à savoir *Réseau de communication visuel inc.* et *Nummax* ;

En conséquence, il est proposé par Daniel Laplante, conseiller, appuyé par Pierre Boisvert, conseiller, et résolu unanimement d'accepter l'offre de *Nummax* et de lui adjuger le contrat de gré à gré pour l'achat et l'installation de l'enseigne électronique pour un montant de 18 990 \$, plus taxes, pour une livraison avant le 15 septembre 2017 et incluant une garantie de cinq (5) ans pour les pièces et de trois (3) ans sur la main d'œuvre.

ADOPTÉE



rés : 2017-07-137

PROJET D'ENSEIGNE ÉLECTRONIQUE – ADJUDICATION DU CONTRAT POUR LA STRUCTURE

Attendu que les élus souhaitent se prémunir d'une nouvelle enseigne électronique qui répond mieux aux besoins des citoyens ;

Considérant que des démarches en gestion de projet pour la conception et l'installation d'enseignes municipales et pour le remplacement de l'enseigne électronique ont été effectuées (réf : *résolution n° 2017-07-127*) ;

Considérant que la municipalité a souhaité modifier les modalités d'adjudication, tout en respectant les contraintes légales, afin de bénéficier d'une plus grande efficacité dans la réalisation du projet (réf : *résolution n° 2017-07-135*) ;

Attendu qu'une demande de prix a été faite à *Lettrapub inc.* ;

En conséquence, il est proposé par Louise Lussier, conseillère, appuyé par Isabelle Leduc, conseillère, et résolu unanimement d'accepter l'offre de *Lettrapub inc.* datée et de lui adjuger le contrat de gré à gré pour la conception et l'installation de la structure supportant l'enseigne électronique pour un montant de 13 500 \$ plus taxes pour l'enseigne et 1 460 \$ plus taxes pour la fondation en béton.

ADOPTÉE

rés : 2017-07-138

PROJET D'ENSEIGNE MUNICIPALE RÉGULIÈRE – ADJUDICATION DU CONTRAT

Attendu que les élus souhaitent se prémunir d'une nouvelle enseigne électronique qui répond mieux aux besoins des citoyens ;

Considérant que des démarches en gestion de projet pour la conception et l'installation d'enseignes municipales et pour le remplacement de l'enseigne électronique ont été effectuées (réf : *résolution n° 2017-07-127*) ;

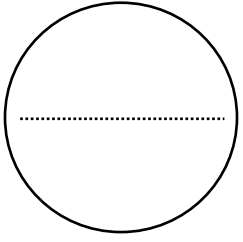
Attendu qu'une demande de prix a été faite à *Lettrapub inc.* ;

En conséquence, il est proposé par Daniel Laplante, conseiller, appuyé par Louise Lussier, conseillère, et résolu unanimement d'accepter l'offre de *Lettrapub inc.* et de lui adjuger le contrat de gré à gré pour la fabrication et l'installation de deux (2) enseignes de signalisation extérieures, soit une double face pour la mairie et une pour le parc municipal, pour un montant de 8 975 \$ plus taxes d'une part ; pour les éclairages de l'enseigne de la mairie pour un montant de 450 \$ plus taxes d'autre part.

ADOPTÉE

DÉMISSION DE MME. NINON GAGNÉ AU POSTE D'AGENT DE DÉVELOPPEMENT

M. Daniel Lussier dépose la lettre de démission de Mme Ninon Gagné au poste d'agente de développement datée du 18 juillet 2017. Celle-ci est effective depuis le 18 juillet 2017.



rés : 2017-07-139

LEVÉE DE LA SÉANCE

La séance est levée à 19 h 29 sur une proposition de Daniel Laplante, conseiller, appuyé par Isabelle Leduc, conseillère, et ce résolu unanimement.

ADOPTÉE

M. Daniel Lussier, Maire

M. Clément Costanza,
Directeur général et Secr.-très.

Je, _____, _____ de la Municipalité de Saint-Patrice-de-Sherrington, signe pour approbation, toutes les résolutions adoptées à la séance extraordinaire tenue le 20 juillet 2017.